BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 5763

73 – SAVOIE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE CHAMBÉRY

Jugement d'ouverture

Date : 3 novembre 2026.
Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.
983 026 766 RCS Annecy.
MARCHAL.
Forme : Société à responsabilité limitée.
Activité : la gestion active de sociétés et d'entreprises, la planification et la direction stratégique de la société; la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de société(s) nouvelle(s), d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise de location gérance de tous fonds de commerce ou établissement; la prestation de services en lien avec toute activité de restauration sur place ou à emporter, café; la location d'espaces de réunion avec ou sans prestation de restauration ou de traiteur; la conception d'événements et de supports de communication; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant Ces activités; toutes opérations commerciales industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement, ou être utiles à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation..
Adresse : 87 Route du Jaillet, 74120 Megève.
Complément de jugement : Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1 septembre 2026 désignant mandataire judiciaire Marc Ferrando / Me M.Ferrando 16 bd de la Colonne 73000 CHAMBERY Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.